

G.S.A. AUDIT

Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie Régionale de Paris

**10, rue des Ternes
75017 PARIS**

ASSOCIATION CONSISTORIALE ISRAELITE DE PARIS

(Association régie par la loi de 1905)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

ASSOCIATION CONSISTORIALE ISRAELITE DE PARIS
(Association régie par la loi de 1905)

Siège social :
17, rue Saint-Georges
75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION CONSISTORIALE ISRAELITE DE PARIS relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondements de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

A la date du présent rapport, en raison notamment de la perte significative de revenus liée à la crise sanitaire et d'une capacité d'autofinancement négative constatées sur l'exercice clos au 31 décembre 2020, il existe une incertitude quant à la capacité de l'association à faire face à son passif exigible.

Dans ces conditions, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère approprié de l'application de la directive comptable en matière de continuité d'exploitation.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué cet audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation. En effet, les impacts liés à la crise sanitaire et notamment la baisse significative des produits résultant plus particulièrement de la fermeture des lieux de culte et de la certification sont de nature à compromettre l'équilibre financier de l'association.

Observation

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 5 de l'annexe des comptes annuels. Cette note ne précise pas de manière chiffrée la baisse de revenus constatée durant la période de fermeture des lieux de culte et la suspension de certains services religieux.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Nous portons notamment à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2.4.2 de l'annexe relative aux actifs immobiliers expose les critères d'appréciation de la valeur d'inventaire des biens immobiliers détenus par votre association. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable retenue et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

La note 2.5.2 relative aux provisions pour risques et charges précise la position de la société concernant certains litiges et contentieux et sous quelles conditions le principe de prudence est retenu.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du trésorier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 11 juin 2021

GSA AUDIT

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
Représenté par Mr Jean-Louis Guez



Bilan au 31 DECEMBRE 2020

ACTIF	2020			2019		PASSIF	2020	2019
	Brut	Amort/Prov.	Net		Net			
Actif Immobilisé								
Immobilisations Incorporelles	47 049	32 605	14 444	20 408	Fonds Associatifs			
Immobilisations Corporelles					Valeur du Patrimoine intégré		109 913 196	109 913 196
Terrains	33 123 594		33 123 594	33 123 594	Réserves de réévaluation		8 695 765	8 695 765
Constructions et agencements	82 781 933	19 525 025	63 256 908	64 600 354	Réserves issues de legs et donations		8 722 536	3 891 210
Autres immobilisations corporelles	10 239 858	4 945 492	5 294 366	4 177 974	Subventions d'investissement affectées		4 864 472	4 864 472
Immobilisations autres (SPCJ)	0	0	0	0	Autres réserves		-36 992 717	-35 437 261
Immobilisations en cours	1 331 867		1 331 867	1 020 887	Report à nouveau			
Immobilisations Financières	682 367		682 367	682 367	Résultat de l'exercice		-2 996 178	-1 555 456
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	128 206 668	24 503 122	103 703 546	103 625 584	TOTAL (I)		92 207 074	90 371 926
Actif Circulant					Provisions pour risques & charges		3 603 664	3 534 514
Créances clients et comptes rattachés	2 267 777	533 157	1 734 620	2 170 447	TOTAL (II)		3 603 664	3 534 514
Autres créances	4 999 111		4 999 111	919 497	Fonds dédiés		3 670 399	3 670 399
Valeurs mobilières de placement	2 747 483		2 747 483	2 747 483				
Disponibilités	3 069 314		3 069 314	471 155	TOTAL (III)		3 670 399	3 670 399
Caisse	9 268		9 268	2 306	Dettes & Produits constatés d'avance			
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	13 092 953	533 157	12 559 796	6 310 888	Dépôts et cautionnements		341 130	337 475
Charges constatées d'avance (III)	160 285		160 285	137 934	Emprunts MT		8 069 337	5 438 271
					Dettes financières divers		444 572	1 007 888
					Fournisseurs et comptes rattachés		1 869 139	2 273 920
					Dettes fiscales et sociales/autres dettes		6 165 828	3 328 152
					Produits constatés d'avance		52 484	111 861
					TOTAL (IV)		16 942 490	12 497 567
TOTAL GENERAL (I+II+III)	141 459 906	25 036 279	116 423 627	110 074 406	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)		116 423 627	110 074 406

Association Consistoriale Israelite de Paris

Compte de résultat - 2020

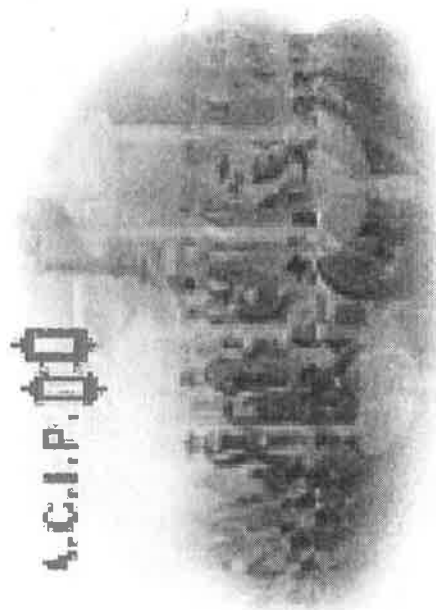
CHARGES	2020	2019	PRODUITS	2020	2019
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de matières et autres approvisionnements			<i>Redevances certification Cacherout</i>	7 456 984	7 821 885
Autres achats et charges externes	6 815 475	7 740 582	<i>Fidèles</i>		
Impôts, taxes et versements assimilés	135 534	171 623	Dons	7 972 203	8 949 274
Rémunérations du personnel	7 342 558	8 530 917	Cotisations	553 425	539 200
Charges sociales	3 617 625	3 986 121	Autres produits des fidèles	1 685 913	2 447 736
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 383 601	2 186 294			
Dotations aux provisions sur actif circulant	533 157	144 900	<i>Services religieux</i>		
Dotations pour risques et charges	459 590	310 158	Mariages	894 097	1 119 291
Autres charges	2 508 952	2 432 775	Hevra	702 636	715 497
			Talmud Thora	178 540	218 562
			Autres produits religieux	463 960	510 741
			Sous total produits hors libéralités	19 907 758	22 322 186
			Legs et autres produits	514 197	1 033 320
			Sous total legs et autres produits		
			Reprises de provisions / QP de subventions	658 666	568 550
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	23 796 492	25 503 914	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	21 080 621	23 924 056
CHARGES FINANCIERES			PRODUITS FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions			Autres intérêts et produits assimilés	173	30
Intérêts et charges assimilées	507 380	162 854	Reprises sur prov. et dépréciations et transferts de charges		
Charges nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL CHARGES FINANCIERES	507 380	162 854	TOTAL PRODUITS FINANCIERES	173	30
CHARGES EXCEPTIONNELLES			PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	155 725	40 794	Sur opérations de gestion	382 625	228 020
Sur opérations en capital	0	0	Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions			Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	155 725	40 794	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	382 625	228 020
RESULTAT (BENEFICE)			DEFICIT		
			dont résultat issu de l'exploitation :	2 996 178	1 555 456
			dont amortissement des immobilisations		
TOTAL GENERAL	24 459 597	25 707 562	TOTAL GENERAL	24 459 597	25 707 562



A.C.I.P

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2020

A.C.I.P.



Annexe aux comptes 2020 de l'ACIP

1. Faits significatifs de l'exercice

Les faits marquants ont été repris dans la lettre du trésorier.

2. Règles et méthodes comptables

2.1 Cadre légal de référence

Les comptes annuels de l'exercice 2020 sont établis conformément aux règlements 99.01 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et 99.03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

2.2 Durée et période de l'exercice comptable

Les comptes sont établis en euros, ils couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

2.3 Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.4 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux

postes du bilan — Actif

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.4.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et frais accessoires)

Dépôts de marques, brevets	5 ans
Logiciels	3 ans
Internet	3 ans

Variation des immobilisations incorporelles:

En euros	31/12/2019	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/12/2020
Brevets, marques	0			0
Logiciels	39 267			39 267
Internet		7 812		7 812
Total immobilisations incorporelles	39 267	7 812	0	47 049

Variation des amortissements :

En euros	Cumul 31/12/2019	Amortissements de l'exercice		Cumul 31/12/2020
		Dotations	Reprises	
Brevets, marques				0
Logiciels	18 859	11 405		30 264
Internet		2 341		2 341
Total immobilisations incorporelles	18 859	13 476		32 605

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.

2.4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément sauf les biens immobiliers (terrains et constructions) qui suivent un traitement particulier.

a) Les actifs immobiliers

Il convient de rappeler que lors de l'exercice 2006, l'ACIP a décidé de comptabiliser l'ensemble de ses actifs immobiliers et notamment le parc immobilier dont elle dispose. Dans ce cadre, les dispositions relatives aux changements de méthodes comptables avaient été retenues et non celles relatives à l'évaluation des actifs à leur date d'entrée. En outre, il avait été appliqué la méthode par composants, conformément au règlement CRC n°2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs applicable depuis le 1er janvier 2005. L'analyse est détaillée au § 2.4.2.

L'adoption de ces nouvelles dispositions avait abouti à une inscription d'un actif immobilier en contrepartie d'un compte de réserve "Valeur du Patrimoine Intégré".

Cette distinction est conforme aux recommandations du PCG relatives aux biens propres de l'Association.

La valeur brute des immobilisations n'a pas fait l'objet d'une réévaluation depuis leur comptabilisation en 2006.

b) Amortissements des biens immobiliers

Conformément au PCG, les terrains ne font pas l'objet d'amortissements. Les amortissements pratiqués ne portent donc que sur les seules constructions.

Afin de tenir compte des règlements CRC n°2002-10 et 2004-06 relatifs aux actifs, il a été procédé à une décomposition des Constructions en trois composants :

- Le gros œuvre ;
- La toiture ;
- Les agencements et aménagements.

Sur la base de cette décomposition déterminée en conformité avec des études similaires menées par de nombreuses entités soumises aux mêmes contraintes, les tableaux ci-dessous résument les durées d'amortissement pratiquées :

Biens historiques	
	Durée d'amortissement (ans)
Gros œuvre	80
Toiture	45
Agencements	35

Autres biens	
	Durée d'amortissement (ans)
Gros œuvre	80
Toiture	45
Agencements	35

c) Autres immobilisations corporelles

Matériel de bureau et informatique	
Ordinateurs, imprimantes	3 ans
Autre matériel informatique	3 ans
Autre matériel de bureau	4 ans
Mobilier	8 ans

Variation des immobilisations

En euros	Valeur brute au 31/12/2019			Valeur brute au 31/12/2020
		Augmentation	Diminution	
Immobilisations Incorporelles	39 267	7 812	0	47 049
Terrains	33 123 594			33 123 594
Gros œuvre	45 616 247			45 616 247
Toiture	8 342 597			8 342 597
Agencements et aménagements	9 001 183			9 001 183
Sous total constructions propres	62 960 027	0		62 960 027
Gros œuvre sur sol d'autrui et Toiture sur sol d'autrui	16 444 172			16 444 172
Agencements et aménagements sur sol d'autrui	3 377 734			3 377 734
Sous total constructions sur sol d'autrui	19 821 906	0	0	19 821 906
Sous total constructions	82 781 933	0	0	82 781 933
Petit outillage divers	48 683	1 966		50 649
Installations et agencements	8 019 757	2 034 788		10 054 545
Matériel de bureau et informatique	117 510	17 153		134 664
Immobilisations corporelles (SPCJ)				0
Avances et acomptes (autres)	1 020 887	1 086 009	775 030	1 331 867
Sous total autres immobilisations corporelles	9 206 837	3 139 886	775 030	11 571 725
Immobilisations Financières	682 367			682 367
Total Immobilisations	125 833 998	3 147 698	775 030	128 206 668

Variation des amortissements

En euros	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Amortissement				
Gros œuvre	7 655 490	743 645		8 399 135
Toiture	2 590 538	242 020		2 832 597
Agencements et aménagements	3 612 928	357 781		3 970 709
Sous total amortissement des constructions	13 858 956	1 343 446	0	15 202 441
Gros œuvre sur sol d'autrui	2 283 045			2 283 045
Toiture sur sol d'autrui	793 406			793 406
Agencements et aménagements sur sol d'autrui	1 246 171			1 246 171
Sous total amortissement des constructions sur sol d'autrui	4 322 622	0	0	4 322 622
Petit outillage divers	26 396	7 140		33 536
Installations et agencements	3 838 192	960 105		4 798 297
Matériel de transport	14 000	2 000		16 000
Matériel de bureau et informatique	73 273	12 718		85 991
Mobilier de bureau	56 115	44 447	88 894	11 668
Sous total amortissements des autres immobilisations corporelles	4 007 976	1 026 410	0	4 945 492
Total immobilisations corporelles	22 189 556	2 369 856	88 894	24 470 516

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.

2.4.3 Immobilisations financières

Variation des immobilisations financières

En euros	Valeur brute au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/20
Titres de Participations	51 000			51 000
Dépôts et cautionnements	631 367			631 367
Total immobilisations financières	682 367	0	0	682 367

Le montant indiqué en « titres de participations correspondant » correspond à la détention de 51% du capital de la SCI du Centre du Judaïsme Européen.

Variation des provisions

Une provision pour dépréciation aurait été constatée si la valeur à la clôture avait été inférieure à la valeur historique.

2.4.4 Stocks

Néant

2.4.5 Créances et Autres créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

En euros	31/12/2020		
	Brut	Provisions	Net
Créances Certification cacherout	2 267 777	533 157	1 734 620
Sous-total créances clients et comptes rattachés	2 267 777	533 157	1 734 620
Autres créances	4 999 111		4 999 111
Total "autres créances"	4 999 111	0	4 999 111
Total des Créances	7 266 888	533 157	6 733 731

Ces créances sont à l'échéance à moins d'un an.

Les créances clients concernent essentiellement les redevances perçues par l'ACIP dans le cadre de la certification Cacherout. Les provisions pour dépréciation des comptes de créances clients portent sur les créances devenues douteuses au cours de l'exercice.

Le poste « autres créances » comprend notamment les éléments suivants :

- Avance en compte courant de 4 610 000 € consentie à la SCI du Centre du Judaïsme Européen
- Des produits à recevoir » pour 94 739 euros relatifs à des diligences et services religieux rendus en décembre 2020 (Hevra Kadicha, etc.
- Comptes de débiteurs divers (personnel, organismes sociaux,...) pour 294 372 €

2.4.6 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées d'actions, d'obligations, de SICAV, valorisées selon la méthode du « premier entré, premier sorti », placées auprès de grandes banques et institutions financières (BNP, BRED). Un mandat de gestion a été confié à ces banques. Compte tenu que la valeur liquidative (ou valeur d'inventaire) des titres est supérieure à la valeur comptable, aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 2020.

Etat des VMP à la clôture

En euros	31/12/2020		31/12/2019	
	Brut	Net	Net	
Titres	2 747 483	2 747 483	2 747 483	
Total	2 747 483	2 747 483	2 747 483	

Les plus-values latentes ne sont pas constatées à la clôture.

Une part importante de ces titres est nantie au profit d'organismes bancaires en garantie de découverts bancaires accordés

2.4.7 Disponibilités

Les disponibilités se décomposent comme suit:

En euros	31/12/2020
COMPTES BANCAIRES	3 069 314
CAISSE	9 268
Total	3 078 582

2.4.8 Compte de régularisation actif

Il s'agit des charges constatées d'avance pour un montant de 160 285 euros correspondant principalement de primes d'assurances, des loyers et des contrats d'entretien.

2.5.1 Fonds propres

En euros	31/12/2019	augmentations	diminutions	31/12/2020
Valeur du patrimoine intégré	109 913 196			109 913 196
Réserve de réévaluation				
Réserves issues de legs et donations	8 695 765			8 695 765
Subventions d'investissement affectées à des biens (détenus directement ou indirectement)	3 891 210	4 831 326		8 722 536
Autres réserves	4 864 472			4 864 472
Report à nouveau	-35 437 261	-1 555 456		-36 992 717
Résultat/Déficit de l'exercice	-1 555 456	-2 996 178	-1 555 456	-2 996 178
Total	90 371 926	279 692	-1 555 456	92 207 074

Le compte « Réserves issues de legs et donations » s'élève à 8 695 765 €, il est constitué de legs reçus antérieurement au 1er janvier 2006 et constatés jusqu'à cette date en fonds associatifs et non pas en compte de résultat.

L'augmentation des subventions d'investissement pour un montant de 4.831.326 € inclut un montant de 4.610.000 € perçus au titre des exercices précédents par l'association et versés par diverses fondations dans le cadre du financement du Centre du Judaïsme Européen. Ces fonds ont fait

Ce montant est inchangé depuis le 31 décembre 2006.

2.5.2 Provisions pour risques et charges

Variation des provisions

En euros	Situation 31/12/2019	Augmentations dotations	Reprises dotations provisions utilisées	Situation 31/12/2020
Risques URSSAF (3)	769 127			769 127
Risques prudhommaux (3)	382 623	92 535	121 483	353 675
Indemnités de fin de carrière (2)	648 706	19 848		668 554
Rentes (2)	1 019 098		45 251	973 847
Grosses réparations (4)	355 350	123 500		478 850
Engagements HEVRA KADICHA (1)	359 610			359 610
Total	3 534 515	235 883	166 734	3 603 664

(1) Il s'agit d'une provision constituée en vue de couvrir les engagements pris par l'association dans le cadre de l'acquisition de concessions suite à des réservations faites par des fidèles antérieurement à 1999. Cette provision, estimée en tenant compte du prix actuel de la concession et des personnes identifiées correspond au risque jugé maximum auquel devrait faire face l'association.

(2) Comptabilisation des engagements de retraite et des rentes à verser au personnel retraité

Toutes les entités de droit français disposent d'un **régime d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC)** conformément à la législation. Ce régime consiste à verser un capital aux salariés terminant leur carrière dans l'organisme, le montant du capital versé dépendant de l'ancienneté, de la convention collective ou de l'accord d'entreprise qui s'applique et des modalités et de l'âge du départ en fin de carrière.

Au cours de l'exercice, l'ACIP a procédé au calcul des engagements de départ à la retraite de l'ensemble de son personnel selon la méthode dite "des unités de crédit projetées" (méthode rétrospective) avec salaires de fin de carrière. Les principales hypothèses actuarielles suivantes ont été retenues: - Age de départ à la retraite : 64 ans

- Taux d'actualisation : 4,2%
- Taux d'inflation : 2,1%
- Table de mortalité : TH-TF 2000 – 2002

L'ACIP applique le régime de droit commun faute de convention collective.

L'engagement en matière d'indemnité de fin de carrière ainsi calculé s'établit à 668 K€ à fin décembre 2020.

Le mode calcul de cet engagement a pour référence l'évaluation du 1^{er} juillet 2008.

De plus, l'ACIP a contracté divers engagements avec du personnel retraité compte tenu des rentes qu'elle doit leur verser pendant toute leur durée de vie. Un calcul actuariel a été opéré à la clôture l'exercice afin de déterminer le montant de cet engagement.. Les principales hypothèses actuarielles suivantes ont été appliquées :

- Taux d'actualisation : 4,45 %
- Taux d'inflation : 2,1%
- Taux de revalorisation de la rente : 2,1%
- Table de mortalité : TGF – TGH 05

L'engagement actuariel des pensions et retraites ainsi calculé s'établit à 973 K€ à fin décembre 2020.

(3) Concernant les litiges prudhommaux, le montant total des demandes salariales est compris entre 550 000 et 600 000 euros. L'évolution totale du risque est de – 28 948€, montant cumulé de la provision à fin de l'année 2020.

L'association a fait l'objet d'un contrôle URSSAF durant l'exercice 2012. L'association, par courrier de ses conseils a contesté la quasi-totalité des redressements et majorations qui s'élèvent à 769 127 euros. Nous sommes dans l'attente d'un éventuel pourvoi de l'URSSAF.

(4) Compte tenu d'une part de l'analyse faite par le service des communautés en charge de l'entretien des lieux de culte et d'autre part des travaux effectués durant l'exercice, l'association n'a pas estimé nécessaire de revaloriser la provision pour travaux de mise en conformité.

2.5.3 Fonds dédiés

Ce poste concerne un legs de 3 670 399 €, la légataire a émis le souhait d'attribuer en toute propriété l'immeuble sis 4 rue Etienne Marcel à Paris ou le produit de sa vente à l'ACIP pour l'Orphelinat Juif de France dont elle a la charge.

2.5.4 Dettes auprès des établissements de crédit

Il s'agit d'emprunts bancaires et de découverts bancaires.

En euros	31/12/2020	moins d'1 an	entre 1 an et 5 ans	plus de 5 ans
<i>Emprunts et cautionnements</i>				
EMPRUNT BNP BERITH CHALOM	347 093	143 597	203 496	
EMPRUNT BRED	2 189 479	344 377	1 438 255	406 847
EMPRUNT MONTROUGE				
EMPRUNT VINCENNES HATIKVA	227 064	64 875	162 189	
EMPRUNT COURBEVOIE	1 330 447	62 117	263 247	1 005 083
EMPRUNT ACIP 16	2 000 000	207 259	865 572	927 169
JEWISH AGENCY	275 255	61 500	213 755	
BNP PGE	1 105 000	229 176	875 824	
BRED PGE	595 000	117 270	477 730	
Sous-total	8 069 338	1 230 171	4 500 069	2 339 099
<i>Comptes courants</i>				
Déouvert en banque	431 671	431 671		
Intérêts courus sur concours bancaire	12 901	12 901		
Sous-total	444 572	444 572	0	0
Total	8 513 910	1 674 743	4 500 069	2 339 099

2.5.5 Dépôts et cautionnements reçus

Les dépôts et cautionnements reçus comprennent notamment 337 025€ de cautions perçues de la part des clients cacherout (Traiteurs, Restaurants...).

2.5.6 Dettes à court terme

En Euros	31/12/2020	31/12/2019
<i>Total fournisseurs et comptes rattachés</i>	1 869 139	2 265 807
<i>Sous-total personnel</i>	700 635	660 681
<i>Sous-total organismes sociaux et dettes fiscales</i>	4 299 411	2 280 482
Autres dettes	1 165 783	387 489
Total dettes fiscales et sociales et autres dettes	6 165 828	3 328 152

Ces dettes sont à échéance à moins d'un an.

2.5.7 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance représentent les droits d'inscription des jeunes enfants au Talmud Thora pour l'année 2020/2021 non encore servis au 31 décembre 2020. Ils s'élèvent à 52 484 €

2.6 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat - Charges

2.6.1 Les dotations aux amortissements comptabilisées au cours de l'exercice

Elles font suite notamment à la comptabilisation du patrimoine immobilier de l'ACIP à compter de l'exercice 2006 (Cf. § 2.4)

2.6.2 Charges financières

Elles correspondent notamment aux charges d'intérêts sur emprunts pour un montant de 465 820 euros et aux intérêts sur découverts pour 41 560 euros soit un total de 507 380 euros. Une partie de ces montants correspond à la quote-part de charges du CEJ.

Les intérêts et autres frais financiers supportés par la SCI du CJE ont été réaffectés à l'association pour un montant de 366 785 € en fonction de son pourcentage de détention (51%)

2.6.3 Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles d'un montant de 155 725 € correspondent essentiellement à des transactions sur des litiges des communautés.

Ces charges se composent principalement de créances devenues irrécouvrables (120 578 €) et d'aides sociales (27 107 €).

2.6.4 Impôt sur les sociétés

Compte tenu de son statut et du caractère non économique de ses activités, l'association n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés.

2.7 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat — Produits

2.7.1 Redevances certification Cachेरout

Ces produits correspondent aux redevances perçues par l'ACIP dans le cadre de l'activité de certification Cachेरout.

Ils se décomposent comme suit :

Cachेरout		
En euros	2020	2019
Viandes	5 559 967	5 366 453
Vin	119 218	99 412
Commerces et traiteurs	728 037	1 550 262
Autres Produits	944 808	1 029 725
Total	7 352 030	8 045 852

2.7.2 Fidèles

Les dons constituent une des ressources significatives et récurrentes de l'ACIP. Compte tenu du fait qu'elle fait appel à la générosité publique, ces produits sont constatés en exploitation et non en exceptionnel.

Il convient de noter que, traditionnellement, il existe une forte concentration des versements au terme de l'exercice.

Parallèlement, les recus fiscaux sont remis aux donateurs au titre de l'année écoulée. Le poste « Fidèles » se répartit de la façon suivante :

Fidèles		
En euros	2020	2019
Adhésions	553 425	539 200
Sous-total Adhésions	553 425	539 200
Dons	7 648 979	8 576 856
Sous-total Dons	7 648 979	8 576 856
Places & Veilleuses	1 777 113	2 519 038
Autres manifestations (Quêtes)	657 174	1 066 133
sous-total autres produits des fidèles	2 434 287	3 585 171
Total	10 636 690	12 701 227

Les recettes des « services religieux » se composent des éléments ci-dessous :

Services religieux		
En euros	2020	2019
Mariages	893 227	1 119 291
Hevra Kadicha	738 531	729 327
Talmud thora	254 198	347 042
Divorces	168 379	176 905
Conversions	118 747	172 243
Statut Personnel	118 260	113 989
Total autres produits des services religieux	2 291 796	2 658 797

2.7.4 Legs et autres produits

Les « legs et autres produits » correspondent principalement aux ressources suivantes :

- des subventions perçues pour 100 825 euros,
- des produits divers (remboursement d’assurances, appels, remboursements de frais, mise à disposition de locaux...) pour un montant total de 156 551 euros.

2.7.5 Produits financiers

Les produits financiers concernent essentiellement les revenus perçus sur les placements et actions qui sont détenus par l'ACIP pour un montant de 173 €.

2.7.6 Produits exceptionnels

Ils s'élèvent à 331 938 euros.

Ils résultent principalement de régularisations de comptes de tiers relatifs notamment à des dettes sur exercices antérieurs.

3. Autres informations

3.1 Evolution de l'effectif salarié

L'effectif moyen de l'ACIP (converti en temps plein) était de 199 salariés (hors vacataires) en 2020 contre 231 en 2019.

3. 2 Ventilation de l'effectif salarié

L'effectif total par catégorie y compris temps partiels au 31 décembre se compose comme suit :

CATEGORIES	EFFECTIF		
	2020	2019	ECART 2020/2019
RABBINS	27	27	0
DELEGUES RABBINIQUES / MINISTRES DU CULTE	35	35	0
SERVICES RELIGIEUX ET ADMINISTRATIFS	171	178	-7
EDUCATIF	88	95	-7
Total	321	335	-14

3.3 Rémunération des dirigeants élus

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de cette fonction.

3.4 Engagements hors bilan – dettes garanties par des suretés réelles

Engagements et garanties donnés à la BNP

Objet	CRD (1) (en K€)	Garantie	Montant de la garantie (en K€)
crédit de trésorerie en lien avec l'APEJ YAGUEL YAACOV de Montrouge (échéance 10/2020)	65	hypothèque sur 90 rue Gabriel Péri 92120 Montrouge	400
crédit équipement de 1,365 M€ à l'origine (échéance 10/2022)	535	Privilège du prêteur de deniers subrogation vendeur	840
crédit de reconstitution de fonds de roulement en substitution aux FC et découvert accordés précédemment (échéance 09/2019)	177	Hypothèque sur centre communautaire 30 rue saint Hilaire 94210 La Varenne Saint Hilaire	1.500
prêt en remboursement de l'engagement de caution hypothécaire de l'ACIP octroyé à l'origine à HATIKVA (échéance 12/2023)	321	hypothèque sur les locaux sis 19 rue Céline Robert 94300 Vincennes	642
prêt COURBEVOIE (échéance 09/2037)	947	hypothèque sur les locaux sis 50 rue Marceau – 92400 COURBEVOIE	1.400
découvert	1.600	gage compte instruments financiers	1.600

(1) Crédit Restant Dû

Engagements et garanties donnés à la BRED

En garantie d'un emprunt de 3 millions d'euros souscrit par la SCI du CENTRE DU JUDAISME EUROPEEN dont l'ACIP est associée, l'association a donné en hypothèque un bien immobilier situé rue de l'Eperon (Centre Edmond Fleg).

L'association s'est également portée caution d'un prêt consenti à l'association culturelle Centre Hillel d'un montant de 200 000 €.

4. Situation de l'actif réalisable et disponible et du passif exigible

En euros		31/12/2020	31/12/2019
ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE (1)			
Créances clients		1 734 620	2 170 447
Autres créances		389 111	919 497
Sous-total		2 123 731	3 189 944
Disponibilités		3 069 314	471 155
Caisse		9 268	2 306
Sous-total		3 078 582	473 461
Total		9 812 313	3 663 405
PASSIF EXIGIBLE			
Dettes auprès des établissements de crédits (2)		8 513 909	6 446 159
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 869 139	2 273 920
Dettes fiscales et sociales et autres dettes		6 165 828	3 328 152
Total		16 548 876	12 048 231

(1) Ces montants tiennent compte des produits à recevoir et des charges à payer.

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs et soldes de banque.

5. Informations relative aux impacts de l'épidémie de Covid-19

5.1 Déclaration de l'épidémie COVID-19

L'Organisation Mondiale de la Santé qualifie le 30 janvier 2020 l'épidémie de COVID-19 d'urgence de santé publique de portée internationale. Dans les différents pays confrontés à cette épidémie, les pouvoirs publics ont pris au cours du premier trimestre 2020 des mesures sanitaires (confinement, interdiction de rassemblement, etc) et économiques avec la fermeture de certaines activités. En France, ces mesures ont été adoptées en mars 2020 avec la promulgation de l'état d'urgence sanitaire.

5.2 Impact Covid sur l'activité

En 2020, l'exercice a été marqué par l'instauration de deux confinements qui ont conduit à l'interdiction des offices de mars à fin juillet et à l'instauration de jauges d'accueil très restrictives limitant significativement l'accueil des fidèles dans les lieux de culte de septembre jusqu'à la fin d'année 2020, période durant laquelle nous relevons une forte mobilisation des fidèles habituellement (Fêtes de Tichri, Kippour,...).

Le respect des mesures sanitaires a conduit à une baisse significative du nombre de fidèles présents dans les lieux de culte (70 à 80% de baisse du nombre de fidèles).

5.3 Impact sur les comptes annuels 2020 et leviers d'action

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité depuis le 1^{er} janvier 2020,

L'association a constaté une baisse significative des recettes, notamment liée aux mesures de fermeture des lieux de culte (Dons, Mariages, offices, Réceptions...) mais également une diminution significative des revenus et produits liés à la cacherout (restaurants et traiteurs notamment)

L'entreprise a mis en action un plan de continuité de l'activité qui s'est concrétisé notamment par l'obtention de mesures de soutien gouvernementales :

- Mise en place d'un programme de réduction des coûts afin de sécuriser les résultats et la trésorerie ;
- Recours à l'activité partielle pour une partie du personnel
- Obtention d'un prêt garanti par l'Etat d'un montant total de 1,7 Million d'€
- Report du paiement des cotisations sociales patronales

Le recours au chômage partiel a concerné environ 200 personnes au sein de l'ACIP ; personnel administratif au siège et dans les Communautés.

Les Rabbins, Ministres Officiant et délégué rabbinique, Ministres du Culte, n'ont pas pu être placés au chômage partiel.

Les sacrificateurs/inspecteurs rituels ont été très peu affectés par le chômage partiel afin de maintenir les approvisionnements alimentaires.

Également non concerné, le personnel indispensable à la continuité de service (sécurité, RH ...).

La mise en chômage partiel a été modulée suivant les salariés sur la période allant de tout ou partie des heures de travail.

En montant, les indemnisations au titre du chômage partiel sur la période de mars à décembre sont de 732 k€ environ. Ce recours s'est poursuivi en 2021.

Les PGE obtenus en 2020 ont fait l'objet en 2021 d'un accord avec les banques BRED et BNP pour un amortissement sur cinq ans des deux emprunts.